

d'annonces, à quoi bon chercher à économiser l'énergie? Je sais ce que pensent mes enfants lorsqu'ils la voient. Ils me demandent: Papa, ne manquons-nous pas de pétrole dans la région de l'Atlantique? Je dois répondre oui. Ils me demandent alors: Alors pourquoi cette annonce nous dit-elle que tout va très bien?

Vous pouvez bien parler de tous vos programmes—et ce programme d'isolation est bon en soi—mais il y a d'autres projets concernant d'autres sources d'énergie. Je songe surtout au projet de centrale marémotrice de la baie de Fundy qui devait être réalisé dans ma circonscription, mais maintenant, c'est dans celle du député de South-West-Nova (M^{lle} Campbell). Il s'agissait d'un projet expérimental coûtant 42 millions de dollars, dont 25 millions fournis par le gouvernement fédéral, qui pourrait être le point de départ de l'exploitation de l'énergie marémotrice au Canada. Cela pourrait sûrement constituer une source d'énergie de rechange dans le Canada atlantique.

Mais comment les gens seront-ils incités à développer d'autres sources d'énergie ou à respecter un programme de conservation dans la vie de tous les jours, quand ils voient des annonces à la télévision qui leur disent de ne pas s'inquiéter, que le Canada dispose d'abondantes ressources enfouies dans la terre ferme et sous les océans? C'est un effet contradictoire, monsieur l'Orateur.

Jetons un coup d'œil aux chiffres avancés par le ministre aujourd'hui. Il a cité le cas du Texas. Je ne suis pas un expert en chiffres, mais je les ai obtenus d'une bonne source. Il a parlé d'une fraction qu'il a comparée ensuite au Texas. Il parlait de l'Alberta. On répand sans cesse la même erreur, de sorte que seule l'Alberta est perçue comme le mauvais garçon. Si le secrétaire parlementaire l'ignore, le ministre sait lui que l'Alberta ne touche pas 45 p. 100 du premier dollar au dernier. Le député sourit et je suppose qu'il est d'accord avec moi. Il sait qu'il s'agit d'un chiffre pondéré. J'ai entendu 45 p. 100 aux conférences fédérales-provinciales, je l'ai entendu à la radio, je l'ai vu utiliser par des commentateurs et après avoir entendu de nouveau le ministre l'utiliser aujourd'hui avant d'aller s'entretenir derrière les tentures avec deux députés qui en savent plus que moi dans le domaine, je ne m'étais pas rendu compte jusqu'à quel point ce chiffre était trompeur. Donc, les 45 p. 100 que toucherait l'Alberta représente une moyenne pondérée. La province ne touche pas 45 p. 100 de tout l'argent qui entre dans ses coffres. Elle n'obtient que 16½ p. 100 pour les 4 premiers dollars. Et le tout est pondéré à 45 p. 100. La moyenne, monsieur l'Orateur, s'établit à 37 p. 100.

Que représente 37 p. 100 d'un baril de pétrole albertain qui coûte \$16? Ce n'est pas les \$34 ou \$36 que nous payons aux Mexicains. Cet argent quitte le pays et n'enrichit pas le Canada. Parlons simplement des \$16 le baril, c'est-à-dire de moins de la moitié du prix mondial que nous payons à nos concitoyens. Trente-sept p. 100 de \$16 égale \$5.92 le baril. Les 17 p. 100 qui vont au gouvernement de l'État du Texas, puisque ce dernier accapare un peu plus du prix de gros, équivalent à \$6.46. Si je me trompe, j'espère que le ministre me demandera dès demain de rectifier mes calculs. Je les ai obtenus d'un député de l'opposition qui en connaît beaucoup plus que moi en matière de pétrole et je suppose que ces chiffres sont exacts. J'ai vu les graphiques qui les accompagnent. Mais, monsieur l'Orateur, je veux bien qu'on me corrige

L'énergie

si je fais erreur. Ce n'est qu'un exemple lequel, d'après mes renseignements, montre la grande supercherie dans toute cette affaire, relative à l'énergie. Il me paraît plutôt étrange que pour étayer son argument le ministre s'inspire de l'exemple du Texas pour découvrir ensuite qu'il s'effondre.

Il y aurait tellement de choses à dire dans le peu de temps dont, hélas, nous disposons chacun. Le ministre a dit qu'il avait l'intention d'aborder trois questions. J'ose espérer qu'il commencera par en discuter avec le premier ministre (M. Trudeau). Dans un discours mémorable que le chef de l'opposition de l'époque, aujourd'hui le premier ministre, a prononcé au cours de la campagne électorale devant le Board of Trade de Halifax, le 25 janvier dernier, il n'a pas été question de trois mais de sept grandes promesses. En effet, à l'époque il s'agissait de sept et je vais en rappeler une, celle du pipe-line du Québec et des Maritimes. A peine deux de ces promesses ont été reconnues par le gouvernement quand il a accédé au pouvoir. Reprenons les paroles du ministre. Permettons-lui d'oublier les sept promesses du premier ministre dont seulement deux ont été reconnues, et reprenons les trois auxquelles le député a fait allusion aujourd'hui. Il a parlé de la sécurité de l'approvisionnement, des solutions de rechange et de l'économie de l'énergie.

Je ne répéterai pas tout ce que j'ai dit, mais pour ce qui est de l'approvisionnement, il n'y a toujours pas d'accord sur le prix du pétrole, toujours pas de mise en valeur des sables bitumineux et notre approvisionnement est plutôt précaire. Avant qu'il ne devienne l'adjoint du gouverneur de la Banque du Canada, M. Wayne Cheveldayoff—et tous les députés, et sans aucun doute ceux d'en face, conviendront qu'il est un commentateur des plus objectifs en matière d'énergie—écrivait, dans un article paru dans le numéro du 12 mai 1980 du *Globe and Mail*,—qu'en moins de six ans, l'approvisionnement en pétrole brut naturel, provenant en réalité de l'Alberta, sera épuisé, et cela avant que nous ne commençons à exploiter les ressources dont recèlent les nouvelles régions de prospection. Nous envisageons de nationaliser l'industrie pétrolière. Si nous ne nous consacrons pas dès maintenant à la mise en valeur de cette industrie, monsieur l'Orateur, nous n'aurons rien du tout à nationaliser.

Deuxièmement, le ministre a parlé de justice entre les diverses régions. Je voudrais demander au secrétaire parlementaire qui est des nôtres ce soir si, à son avis, il est juste d'arrêter au Québec, la construction du pipe-line du Québec et des Maritimes, de ne pas l'étendre jusqu'à la région de l'Atlantique, comme l'avait promis le premier ministre lors de la campagne électorale et le parti libéral dans un encart publicitaire d'une page entière, après que le premier ministre ait pris la parole à Halifax—en effet, on avait promis de construire un gazoduc pour assurer à tous les Canadiens l'accès aux ressources nationales. Voici ce qu'on disait dans cette page publicitaire:

Les Libéraux entreprendront immédiatement les négociations en vue de la construction d'un gazoduc jusqu'à la ville de Québec et jusqu'aux Maritimes.

Le premier ministre, comme on peut le voir à la page dix du discours en question qui est l'un des rares discours de la campagne à avoir été imprimé, a déclaré ce que je cite:

Je vous promets que si nous sommes élus, nous prendrons immédiatement des mesures afin d'obtenir la totale collaboration de toutes les parties en vue de la construction d'un oléoduc en direction de Québec et des Maritimes.